

Newsletter

PACITA: Un regard européen sur TA-SWISS

Le TA «Swiss-made» s'exporte

Par Danielle Bütschi*

Face à la complexité des enjeux scientifiques et technologiques, les Parlements de plusieurs pays européens se sont dotés d'outils d'évaluation des choix technologiques (Technology Assessment). Dans les faits cependant, la mission et le fonctionnement des organes de Technology Assessment européens prennent des formes diverses: alors que certains travaillent uniquement pour le Parlement, d'autres s'adressent à l'ensemble des acteurs politiques, voire même à la communauté scientifique. En Suisse, les travaux de TA-SWISS s'adressent aussi bien au Parlement qu'à d'autres acteurs du paysage politique suisse.

Cette conception d'un Technology Assessment agissant comme un «courtier en connaissances» au service de l'ensemble de la politique semble avoir séduit le Parlement wallon qui a récemment décidé la mise sur place d'un organe de TA dans la région francophone de la Belgique. Le futur bureau devrait en effet non seulement conseiller le Parlement sur les conséquences des avancées scientifiques et technologiques, mais aussi les divers ministères impliqués dans la promotion et la réglementation de la recherche et de l'innovation.

Les discussions relatives à la création d'un bureau TA en Wallonie sont complexes et leur issue reste pour l'instant incertaine (voir article p. 2). Le groupe SPIRAL de l'Université de Liège offre un appui théorique et conceptuel à ces discussions, en organisant notamment des séminaires et des conférences sur la méthodologie du Technology Assessment, ou encore en organisant des débats avec des parlementaires sur des innovations technologiques dotées d'un fort potentiel pour la région de Wallonie. Ces activités sont réalisées dans le cadre du projet européen «PACITA» (Parliaments and Civil Society in Technology Assessment), auquel TA-SWISS participe également. L'un des volets de ce projet de grande envergure est la mise en place d'activités de Technology Assessment dans de nouveaux pays ou régions. Chacun des pays ou régions concernés s'est choisi un partenaire avec qui échanger sur les potentiels du Technology Assessment. Le choix des Wallons s'est porté sur TA-SWISS, en raison de la variété des méthodes utilisées (études, projets participatifs) et du positionnement du TA suisse à l'intersection de la politique et de la société.

C'est ainsi que TA-SWISS a été invité à deux reprises pour venir présenter ses activités aux personnes et institutions intéressées à la mise en place d'un bureau TA en Wallonie. En mai 2012, Fulvio Caccia, Sergio Bellucci et René Longet ont participé à un atelier avec des politiciens et membres de ministères wallons. En mars 2013, TA-SWISS a été à nouveau invité pour présenter ses travaux lors d'une conférence publique au Parlement wallon. A chaque fois, la variété des méthodes de travail (et notamment l'utilisation de méthodes participatives) a retenu l'attention



Editorial de **Yvonne Gilli**, Conseillère nationale, Groupe des Verts (G)

De la nécessité de l'expertise en politique

L'étude des nouvelles technologies est une mission, mais aussi une source de fascination. Le monde politique a pour tâche de définir les conditions cadres légales. Ce faisant, il se retrouve dans un vaste champ de tension entre les revendications liées à la liberté de recherche, des intérêts économiques et l'appel à établir des interdictions. Si nous, en politique, ne nous posons pas les bonnes questions, nous sommes dépassés par la réalité et ne pouvons plus que réglementer ce qui se pratique déjà depuis longtemps.

En Suisse, nous pouvons tirer parti des connaissances spécialisées de TA-SWISS. Son indépendance et son interdisciplinarité sont des qualités de plus en plus importantes pour pouvoir se forger une opinion approfondie sur des thèmes complexes et controversés.

Dans le cadre du projet PACITA de l'Union européenne, j'ai eu l'occasion de prendre part à un dialogue entre science et politique sous la forme d'une table ronde à Bruxelles. En effet, les autres pays européens, qui ne possèdent pas encore tous leur propre institution d'évaluation des choix technologiques, s'intéressent aux expériences faites par le monde politique suisse en la matière. Nous y avons discuté des opportunités et des risques liés à la recherche sur le génome. Certaines questions nous occuperont encore lors de la révision de la loi sur la procréation médicalement assistée: «Dans quelles conditions le diagnostic préimplantaire est-il légal?» ou «La recherche sur le génome engendre-t-elle une discrimination envers les personnes atteintes d'un handicap?». L'expertise de TA-SWISS aura toute son utilité dans le processus de décision politique sur le sujet.

des personnes présentes, ainsi que le pragmatisme de TA-SWISS face aux thèmes abordés et à l'évolution de son contexte institutionnel.

*Danielle Bütschi est collaboratrice scientifique auprès de TA-SWISS et accompagne le projet PACITA

Parliaments and Civil Society in Technology Assessment PACITA

De plus en plus de questions liées aux nouvelles technologies dépassent largement les frontières nationales. Il est donc primordial que les institutions TA intensifient leur collaboration et étendent leur réseau. Le projet PACITA vise ainsi à développer la pratique du TA dans les pays européens. Pour ce faire, ce projet réunit des bureaux TA jouissant d'une longue expérience et des institutions d'Europe qui souhaitent devenir un organe d'évaluation des choix technologiques.

Projet: 04.2011 - 02.2015

Publications: Rapports, documents de travail, podcasts, lettre d'information

Responsable de projet:

Dr. Sergio Bellucci, Dr. Danielle Bütschi, Christine D'Anna-Huber, Adrian Rüegegger

Plus d'information:

www.ta-swiss.ch
www.pacitaproject.eu

Le long chemin de la Wallonie

Par Pierre Delvenne et Benedikt Rosskamp*

La Région wallonne en Belgique s'efforce depuis des années de mettre en place une institution d'évaluation des choix technologiques. Son élan est ralenti, non pas par des doutes quant à l'utilité d'une telle institution, mais par les réalités politiques régionales.

La Belgique est un Etat fédéral qui se caractérise par une forte décentralisation. Le système étatique se compose de six entités: trois régions (la Région flamande, Bruxelles-Capitale et la Région wallonne) et trois communautés (flamande, française et germanophone), qui se partagent différentes prérogatives politiques avec l'Etat fédéral. Pour faire simple, les communautés s'occupent des affaires sociales et culturelles et les régions des aspects territoriaux. Les nouvelles technologies et la recherche appliquée relèvent des régions, tandis que la formation et la recherche fondamentale sont dans la sphère de compétences des communautés.

Depuis le début de la décentralisation de la Belgique, les Flandres et la Wallonie ont développé des politiques foncièrement différentes en matière de recherche et de technologies. Côté flamand, des programmes offensifs de promotion des technologies ont été lancés dès le milieu des années 1980. Pendant une décennie (de 2001 à 2011), on y trouvait un établissement de recherche des effets potentiels des nouvelles technologies doté d'un ancrage institutionnel.

En Wallonie, l'impulsion en faveur d'une promotion étatique à large échelle des technologies n'est apparue que plus tard. Les premières tentatives de mettre sur pied une institution d'évaluation des choix technologiques (TA) adaptée au contexte et fondée sur une concertation régionale et sociale dans les années 1994 à 2002 ont échoué. La raison en fut notamment l'intérêt limité du parlement et des ministres. L'institution TA au sein du Conseil scientifique travaillait uniquement de sa propre initiative. La quête d'un consensus au sein de cet organe de concertation sociale a débouché sur des choix de thèmes qui ne laissaient guère de place aux conflits. Des projets traitant de vulgarisation scientifique ont rencontré le plus de succès.

Dans le cadre de son travail de promotion, Pierre Delvenne a entrepris en 2008 une étude prospective sur le statut du TA en Wallonie. Les résultats obtenus ont incité la députée wallonne Joëlle Kapompolé (parti socialiste) à faire un nouvel essai: L'institution d'évaluation des choix technologiques qu'elle appelle de ses vœux dans sa résolution se pencherait sur les conséquences des nouvelles technologies aussi bien de sa propre initiative qu'à la demande du gouvernement ou du parlement. Elle suivrait à un stade précoce les évolutions technologiques, envisagerait et élaborerait des scénarios d'avenir alternatifs et alimenterait le débat public sur les nouvelles technologies en recourant à des méthodes participatives. La résolution Kapompolé a été adoptée à l'unanimité par la commission compétente. Pourtant, le projet n'a guère progressé, et ce bien qu'il soit porté par différents acteurs politiques, en particulier les Verts et les socialistes. Néanmoins, les chercheurs de l'Université de Liège parviennent à relancer régulièrement le sujet parmi la population et à alimenter les débats par le biais de différentes manifestations et collaborations (notamment dans le cadre du projet PACITA de l'UE).

Le blocage actuel est dû principalement à des divergences d'opinion quant à l'organisation future des relations entre la Wallonie et Bruxelles. Ce qui pose un certain nombre de questions inextricables: une nouvelle institution TA wallonne doit-elle travailler exclusivement pour la Région wallonne ou chercher à créer des synergies entre la région, la communauté française et Bruxelles? Ses compétences dans le domaine de la recherche appliquée doivent-elles être limitées à la région ou inclure la recherche fondamentale de la communauté, avec le risque que les universités le perçoivent comme une ingérence de la politique dans la liberté de recherche? Une autre question en suspens est liée au budget: des acteurs de la société civile qui jusqu'à présent n'étaient pas reconnus dans le domaine des sciences, telles les associations de protection de l'environnement ou les organisations de défense des consommateurs, doivent-ils être entendus dans les organes de décision de la nouvelle institution TA?

*Pierre Delvenne et Benedikt Rosskamp, politologues, mènent leurs recherches à l'Université de Liège en Belgique dans le domaine de l'évaluation des choix technologiques (www.spiral.ulg.ac.be).

Les Midis du TA au Parlement Wallon

Discours, discussions, vidéos et photos

<http://tapw.wordpress.com/>

«Le TA est un outil important»

Entretien avec Joëlle Kapompolé, par Christine D'Anna-Huber

TA-SWISS: Vous voulez mettre sur pied une institution de TA en Wallonie. Quelle est votre motivation?

Joëlle Kapompole: Je suis convaincue qu'on a tout intérêt à se remettre en question quand on fait de la politique et à trouver de nouvelles méthodologies pour améliorer notre travail parlementaire. Le TA est un tel outil.

Mais pourquoi l'intérêt spécifique pour les nouvelles technologies?

D'abord parce que c'est simplement un domaine qui m'intéresse beaucoup. Ceci dit, j'ai également conscience que les nouvelles technologies ont un impact important sur notre vie et que, par conséquent, nous devons, en tant que parlementaires, bien appréhender cet impact sur notre société, puisqu'on sera peut-être amené à prendre des mesures d'accompagnement.

Concrètement, qu'est-ce que vous attendez d'une institution de TA?

Une expertise que je ne peux et ne dois pas moi-même avoir, mais que je dois pouvoir facilement retrouver pour répondre à des grands défis sociétaux.

Par exemple?

Nous sommes en train d'organiser trois «Midis du TA» sur des sujets choisis par le parlement: le vieillissement de la société et les nouvelles technologies qui peuvent être mises en oeuvre pour répondre à cette problématique, comment réduire l'empreinte carbone grâce aux nouvelles technologies et toute la question de la compilation de données: le cloud computing, le big data et le data mining.

Est-ce que le TA doit aussi vous fournir des options de démarches possibles ou serait-ce une ingérence dans votre domaine d'action?

Non, c'est toujours intéressant d'avoir des recommandations sur lesquelles

on peut travailler. Il est évident qu'à la fin de ce processus, c'est à nous en tant qu'élus de prendre la mesure de ce sur quoi il faut légiférer ou pas.

Dans le cadre de PACITA vous avez eu l'occasion de discuter avec les parlementaires d'autres pays. Que reprenez-vous de leur expérience avec le TA?

Je pense surtout qu'il faut une application politique claire: c'est pour cela que nous avons lancé un programme de sensibilisation du parlement avant même qu'il y ait une cellule de TA. Je veux que quand cet outil existera, il sera compris et véritablement utilisé par les parlementaires.

Y a-t-il quelque chose qui vous a frappé par rapport au cas Suisse?

Il me semble qu'en général les thèmes abordés par TA-SWISS, comme le cloud computing dont vous avez parlé il y a quelques années déjà, sont bien choisis.

Quand est-ce que vous l'aurez, votre propre TA?

A la fin de cette législature, en 2014, les choses devraient en tout cas être beaucoup plus avancées.



Joëlle Kapompolé, (née en 1971 à Kolwezi en République du Zaïre) est députée wallonne (PS), membre de la Commission de l'économie, du commerce extérieur et des technologies nouvelles et, depuis décembre 2012, Echevine de la Ville de Mons.

Éditeur

TA-SWISS Centre d'évaluation des
choix technologiques
Brunngasse 36, CH-3011 Berne
Tél. +41 31 310 99 60
Fax +41 31 310 99 61
Courriel info@ta-swiss.ch

www.ta-swiss.ch



Souriez vous êtes surveillés!

Vidéosurveillance, fichage électronique, reconnaissance faciale, drones... autant de dispositifs sensés garantir notre sécurité. Mais qu'en pensent les citoyens ? Acceptent-ils un degré élevé de surveillance dans leur vie quotidienne pour se sentir plus en sécurité ?

TA-SWISS invite, dans le cadre du projet européen SurPRISE, toute personne intéressée à venir en discuter. N'hésitez pas à nous contacter (info@ta-swiss.ch)!

Que signifie SurPRISE?

Le projet SurPRISE (Surveillance, Privacy and Security: A large scale participatory assessment of criteria and factors determining acceptability and acceptance of security technologies in Europe) s'intéresse à la relation existant entre la sécurité et la sphère privée, qui est le plus souvent présentée comme un trade-off. Alors que la plupart des politiques, lois et directives concernant les technologies de surveillance considèrent que les citoyens sont d'accord d'échanger une portion de leur sphère privée pour gagner en sécurité, le projet vise à affiner la compréhension des facteurs d'acceptabilité des solutions de surveillance. Onze partenaires issus des milieux académiques et du Technology Assessment participent à ce projet. L'Institut für Technikfolgen-Abschätzung (ITA) coordonne les travaux.

Dans le cadre de ce projet, TA-SWISS organisera une consultation citoyenne qui devrait réunir entre 200 et 300 participants en 2014. Une même consultation se déroulera simultanément dans chacun des pays représenté dans le projet SurPRISE.

Pour plus d'information:

<http://surprise-project.eu/>
<http://www.ta-swiss.ch/fr/projets/projets-internationaux/surprise/>

Rédaction: Christine D'Anna-Huber
Mise en pages: Hannes Saxer, Berne
Textes: Dahielle Bütschi, Christine D'Anna-Huber,
Pierre Delvenne, Yvonne Gilli, Benedikt Rosenkamp
Traductions: Sarah Martinez
Tirage: allemand 4000 ex., français 1400 ex.
Diffusion électronique: allemand 1700; français 400
Paraît 6 fois par an

Nouvelles publications de TA-SWISS

- Etude «Nanomaterialien: Auswirkungen auf Umwelt und Gesundheit», Martin Möller et al., Editions vdf Hochschulverlag AG der ETH Zürich, 2013, ISBN 978-3-7281-3520-9, ou en libre accès sous www.vdf.ethz.ch
- Résumé de l'étude en quatre langues: ««Primeurs de la forge des nains. Impacts des nanomatériaux sur l'environnement et la santé», TA-SWISS (Ed.), Berne 2013.
- Etude «Robotik in Betreuung und Gesundheitsversorgung», Heidrun Becker et al., Editions vdf Hochschulverlag AG der ETH Zürich, 2013, ISBN 978-3-7281-3520-9, ou en libre accès sous www.vdf.ethz.ch
- Résumé de l'étude en quatre langues: «RoboCare. Les soins de santé à l'âge des automates», TA-SWISS (Ed.), Berne 2013
- Etude «Chancen und Risiken der Elektromobilität in der Schweiz», Peter de Haan, Rainer Zah et al., Editions vdf Hochschulverlag AG der ETH Zürich, 2013, ISBN 978-3-7287-3487-5, ou en libre accès sous www.vdf.ethz.ch
- Résumé de l'étude en quatre langues: «L'avenir se joue sous tension. L'électromobilité dans le système de transport des prochaines décennies», TA-SWISS (Ed.), Berne 2013

Bulletin de commande

Je désire recevoir gratuitement les documents suivants en (langue):

- ... Ex. «Primeurs de la forge des nains. Impacts des nanomatériaux sur l'environnement et la santé» (français/italien/allemand/anglais)
- ... Ex. «RoboCare. Les soins de santé à l'âge des automates», synthèse de l'étude «Robotik in Betreuung und Gesundheitsversorgung» (français/italien/allemand/anglais)
- ... Ex. «L'avenir se joue sous tension. L'électromobilité dans le système de transport des prochaines décennies», synthèse de l'étude «Chancen und Risiken der Elektromobilität in der Schweiz» (français/italien/allemand/anglais)
- A l'avenir, je souhaite recevoir la newsletter sous forme électronique
- Je souhaite m'abonner (graduellement) à la Newsletter des Académies suisses des sciences, réseau dont TA-SWISS fait partie
- Je souhaite m'abonner à «Horizons», le magazine de la recherche édité par le Fonds national suisse (FNS) et les Académies suisses des science

Courriel

.....

Nom / Prénom

.....

Institution

.....

Rue

.....

NPA/Lieu

.....

À retourner à: TA-SWISS, Brunngasse 36, 3011 Berne, fax +41 31 310 99 61
Vous pouvez commander nos publications par courriel aussi: info@ta-swiss.ch



Un centre de compétence des
Académies suisses des sciences